



PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE-LIMOUSIN-POITOU-CHARENTES

Arrêté du 5 janvier 2016 - 016 portant organisation de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes

Le préfet de la région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes,

Vu la loi n°72-619 du 5 juillet 1972 modifiée portant création et organisation des régions, notamment son article 21-1 ;

Vu la loi n°92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République, notamment son article 4 ;

Vu la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral, notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret n°60-516 du 2 juin 1960 modifié portant harmonisation des circonscriptions administratives, notamment son annexe I dans sa rédaction résultant du décret n°2015-969 du 31 juillet 2015 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment son article 26 ;

Vu le décret n° 2009-235 du 27 février 2009 relatif à l'organisation et aux missions des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

Vu le décret n°2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 portant nomination de Monsieur Pierre Dartout préfet de la région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde (hors classe) ;

Vu le décret n° 2015-984 du 31 juillet 2015 portant diverses mesures relatives à certains emplois de l'encadrement supérieur de l'Etat et à l'accompagnement des fonctionnaires occupant des emplois supérieurs concernés par la nouvelle organisation des services déconcentrés régionaux ;

Vu le décret n° 2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'Etat et de commissions administratives ;

Vu l'arrêté du 1^{er} janvier 2016 nommant Monsieur Patrice GUYOT directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes ;

Vu l'avis des comités techniques des directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement des régions Aquitaine, Limousin et Poitou-Charentes, réunis en formation conjointe le 18 décembre 2015 ;

Sur proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes ;

Arrête :

Article 1 :

La direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes a son siège à Poitiers.

Article 2 :

L'organisation de la DREAL de la région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes, appelée « organisation-cible » dans la suite du présent arrêté, est constituée des structures suivantes rattachées au directeur régional :

- une équipe de direction comprenant le directeur, un directeur délégué et quatre directeurs adjoints; le directeur régional étant également délégué ministériel de zone
- le Cabinet de direction
- 7 services :
 - le Secrétariat général
 - le service Supports Mutualisés
 - le service Environnement Industriel
 - le service Risques Naturels et Hydrauliques
 - le service Déplacements, Infrastructures, Transports
 - le service Patrimoine Naturel
 - le service Aménagement-Habitat-Construction
- la Délégation zonale de défense et de sécurité
- 6 missions transversales
 - la mission Gouvernance, Performance, Innovation
 - la mission Développement Durable
 - la mission Évaluation Environnementale
 - la mission Connaissance et Analyse des Territoires
 - la mission Mer et Littoral
 - la mission Changement Climatique - Transition Énergétique
- les unités départementales de Corrèze, Creuse, Dordogne, Gironde, Landes, Lot-et-Garonne, Pyrénées-Atlantiques, Haute-Vienne, les unités bi-départementales de Charente Maritime-Deux Sèvres et Charente-Vienne.

Un Groupe des Unités Départementales (GrUD) placé sous l'autorité hiérarchique d'un chef de groupe basé à Limoges intègre les unités départementales de la Creuse, de la Corrèze et de la Haute-Vienne.

L'organisation détaillée et les implantations des structures sont précisées à l'annexe 1-a.

Article 3 :

- le Cabinet est chargé d'assister la direction dans la préparation des dossiers et d'assurer la communication de la DREAL en coordonnant la gestion des sollicitations externes;
- le Secrétariat général est chargé de la gestion stratégique et du pilotage des moyens humains et matériels nécessaires au fonctionnement de la DREAL. Le Secrétariat général est en outre chargé de la gestion des ressources humaines, des emplois et des compétences, de l'organisation du dialogue social, de l'action sociale et de la formation des agents, ainsi que de la politique et de la gestion des moyens techniques, informatique, logistique, immobilier et des moyens budgétaires correspondants de la DREAL. Il a également en charge les affaires juridiques liées au traitement des contentieux de l'État du domaine de la DREAL et à la régularité de la commande publique;
- le service Supports Mutualisés est chargé de la mise en œuvre des fonctions mutualisées avec d'autres services de l'État, en matière financière et comptable (Centres de Prestations Comptables Mutualisés), en matière technique, dans le domaine de l'équipement informatique, de la gestion du réseau et des systèmes d'information, et dans le domaine de la logistique, de la gestion immobilière, de la documentation, de

l'archivage. De plus il assure la gestion des ressources humaines à l'échelle de la zone de gouvernance, avec la gestion de la paye et des procédures liées à la retraite, et le suivi des procédures collectives de promotions, mobilités, régimes indemnitaires;

- le service Environnement Industriel est chargé, notamment avec l'appui du réseau des unités départementales, de la prévention et de la réduction des risques technologiques et miniers, de nature accidentelle, chronique et sanitaire, auxquels sont exposées les personnes, l'environnement et les biens (pilotage de la politique régionale et exercice de l'inspection des installations classées, contrôle des équipements sous pression et des canalisations, suivi de la qualité de l'air, mise en œuvre du plan régional santé environnement). Il est également chargé des questions d'approvisionnement en énergie (procédures réglementaires et sécurité de l'approvisionnement) et d'apporter un appui technique à la mission changement climatique - transition énergétique sur le développement des énergies renouvelables;

- le service Risques Naturels et Hydrauliques est chargé de la sécurité des ouvrages hydrauliques, de la prévision des crues, de l'hydrométrie, de la prévention des risques naturels, du renouvellement et de la police des concessions hydroélectriques ;

- le service Déplacements, Infrastructures, Transports a en charge la mise en œuvre et l'accompagnement des politiques de mobilité en promouvant les modes alternatifs à la route, de modernisation du réseau ferroviaire et de portage des grands projets, de modernisation et de développement des infrastructures sur le réseau routier national, de suivi des entreprises et du contrôle des transports terrestres ainsi que les activités de réception et du contrôle des véhicules;

- le service Patrimoine Naturel est chargé d'élaborer et de mettre en œuvre les politiques de préservation des ressources naturelles (eau, biodiversité, milieux marins), de reconquête de la biodiversité et de gestion durable des ressources minérales;

- le service Aménagement, Habitat et Construction est chargé de la politique d'aménagement durable des territoires: il définit une stratégie régionale et anime sa mise en œuvre au travers des démarches de planification et d'actions foncières ou de promotion de la ville durable. Il anime dans ce cadre la définition et la mise en œuvre d'une politique des paysages et des sites. Il a également en charge de développer d'animer et contribuer à la mise en œuvre d'une politique régionale de l'habitat, permettant d'assurer une offre de logement adaptée aux besoins des territoires. Il est également chargé de définir, promouvoir et porter une politique régionale de la construction en lien avec les acteurs et structures professionnelles: plan de rénovation énergétique de l'habitat, qualité de la construction, développement de filières innovantes, appui technique à la gestion régionale du patrimoine immobilier de l'État;

- la mission Gouvernance, Performance, Innovation est chargée d'accompagner le management stratégique de la DREAL, en particulier avec la mise en place d'un système management qualité, d'accomplir les fonctions de responsable de Budget Opérationnel de Programme délégué (BOP) et de la zone de gouvernance des effectifs du MEDDE et du MELTR en région, de contribuer à l'impulsion, au pilotage et à l'animation des politiques du MEDDE et METLR en région, de suivre les contractualisations régionales, et d'assurer enfin l'animation du service social régional;

- la mission Mer et Littoral est chargée de construire sur les sujets marins et littoraux une vision intégratrice et stratégique des enjeux relevant des différents services de la DREAL; elle contribue ainsi avec eux au portage d'un aménagement durable du littoral et à la gestion intégrée des espaces côtiers et marins. Elle participe à l'élaboration et à la mise en œuvre de documents et réflexions stratégiques relatives à la mer et au littoral, et est un interlocuteur privilégié des partenaires qui ont en charge leur pilotage;

- la mission Connaissance et Analyse des Territoires est chargée d'animer la politique en matière de connaissance et d'observation territoriale et de développer les outils et compétences expertes utiles dans les domaines de l'information géographique, de l'analyse territoriale et de la statistique. Elle anime la politique des études et appuie les services dans la mise en œuvre et la valorisation de leurs études territorialisées. Elle contribue au développement de démarches et outils interministériels et partenariaux;

- la mission Développement Durable est chargée de porter la stratégie nationale de transition écologique et de développement durable. Elle contribue au développement d'initiatives en faveur de l'économie verte et à l'émergence d'un nouveau modèle économique de croissance. Elle impulse les actions de sensibilisation aux enjeux du développement durable (santé, social, culture, éducation), promeut des pratiques innovantes et exemplaires, soutient les projets territoriaux (agenda 21, éco-quartiers...) et anime les instances de gouvernance et les réseaux d'acteurs;

- la mission Changement Climatique - Transition Énergétique est chargée d'insuffler la transition énergétique dans l'action publique et d'agir sur les comportements pour favoriser les politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, de mettre en œuvre la loi transition énergétique pour la croissance verte, de territorialiser, mobiliser, animer un réseau et favoriser le travail collaboratif entre les acteurs locaux en faveur de la transition énergétique, d'agir sur les comportements et de soutenir le développement des énergies renouvelables;

- la mission Évaluation Environnementale est chargée de la préparation de l'exercice de l'autorité environnementale pour le compte des autorités compétentes (avis de l'Autorité environnementale, cadrage préalable, ...), de l'animation d'un réseau régional « évaluation environnementale » (services instructeurs en DREAL, ARS, DDT(M), DD(CS)(PP), préfectures, DRAAF, DRAC, etc.); de l'animation et communication permettant l'appropriation des missions de l'autorité environnementale (pilotage et réseau, communication externe) et du positionnement de l'Autorité environnementale dans les procédures en garant de la qualité de la prise en compte environnementale, des actions en amont des projets permettant de favoriser leur intégration environnementale (participation au conseil en amont, production de doctrines et de méthodes, etc.), et des actions de formation et de sensibilisation à l'évaluation environnementale (administration, porteurs de projets, bureaux d'études, commissaires enquêteurs, collectivités, DDI, préfectures, etc.);

- la Délégation zonale de défense et de sécurité est chargée de proposer et d'animer, pour la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, l'organisation de la contribution du MEDDE et du MLETR à la politique de défense et de sécurité. Elle assiste le délégué ministériel de zone du MEDDE-MLETR et propose au Préfet de zone l'organisation de crise des services et organismes de la zone relevant du champ de compétence du MEDDE-MLETR et elle coordonne, en liaison avec les services concernés, la mise en place des outils nécessaires à la préparation et la gestion de crise et de post-crise.

La délégation zonale anime les services (DIR, DIRM, DDT et DDTM) et organismes rattachés au MEDDE-MLETR (ASN, IRSN, Grands Ports Maritimes, SNCF, RTE, VNF, CEREMA, Météo-France, IGN, opérateurs autoroutiers, aéroports, GRT Gaz, TIGF) pour la gestion de crise et la continuité d'activité.

Article 4 :

Les unités départementales peuvent assurer à l'échelle départementale ou inter-départementale :

- sous le pilotage fonctionnel du service Environnement Industriel: des missions de police des installations classées pour la protection de l'environnement y compris les sites SEVESO, des missions de police des mines, de contrôle des équipements sous pression et des canalisations, et des missions d'inspection du travail dans les mines et carrières;

- sous le pilotage fonctionnel du service Déplacements, Infrastructures, Transports: des missions de réception, de contrôle des véhicules et la supervision des contrôleurs et des centres de contrôle des véhicules.

Les ressorts d'intervention des unités départementales, selon les missions concernées, sont précisés à l'annexe 1-b. En matière d'environnement industriel, certaines unités départementales peuvent être amenées à exercer leurs compétences dans le ressort territorial d'autres unités départementales.

Article 5 :

L'organisation-cible décrite aux articles 2, 3 et 4 est mise en place au plus tard à la date du 31 décembre 2018.

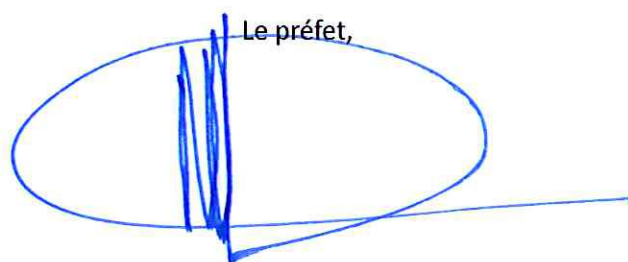
Dans une première étape à compter du 1^{er} juillet 2016, la DREAL de la région Aquitaine-Limousin-Poitou-Charentes est organisée selon l'organisation-cible avec, le cas échéant, les modalités et dispositions transitoires mentionnées dans la 4^e colonne de l'annexe 1-a. Cette organisation transitoire s'achève à la date de mise en place de l'organisation-cible.

Les évolutions de ces dispositions peuvent être mises en œuvre à des dates antérieures à celle indiquée au premier alinéa, sur décision du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Aquitaine – Limousin – Poitou-Charentes.

Article 6 :

Le secrétaire général pour les affaires régionales de la région Aquitaine – Limousin – Poitou-Charentes et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Aquitaine – Limousin – Poitou-Charentes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Aquitaine – Limousin – Poitou-Charentes.

Le préfet,



Pierre DARTOUT

ANNEXE 1

Organisation-cible de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Aquitaine – Limousin – Poitou-Charentes

1-a Organisation détaillée

Une structure N-1 est rattachée au directeur régional. Une structure N-2 est rattachée à la structure de rang supérieur la précédant dans le tableau ci-dessous.

L'implantation géographique est la ville où est localisé le responsable de la structure (en gras).

Services et Missions Structures N-1	Départements et Pôles Structures N-2	Implantation géographique	dispositions transitoires 2016-2018 *
Cabinet <u>Poitiers</u>	Pôle appui à la direction	Poitiers , Bordeaux, Limoges	
	Pôle Communication	Poitiers	Présence d'agents à Bordeaux et Limoges
Délégation zonale de défense et de sécurité <u>Bordeaux</u>			
Service supports mutualisés <u>Poitiers</u>	Département financier et comptable	Bordeaux , Limoges, Poitiers	
	Département technique, informatique et logistique	Poitiers , Bordeaux, Limoges	
	Département RH ZGE	Limoges , Bordeaux, Poitiers	
Secrétariat général <u>Poitiers</u>	Département ressources humaines	Poitiers , Limoges	Organisation en trois Secrétariats généraux de proximité sur chacun des sites de Poitiers, Bordeaux, Limoges, avec trois missions transversales de coordination à Poitiers: instances de concertation et dialogue social; RH – GPEEC; projets informatiques et immobiliers.
	Département affaires juridiques et commande publique	Poitiers , Bordeaux, Limoges	
	Département moyens et gestion financière	Poitiers	
Service environnement industriel <u>Bordeaux</u>	Département sécurité industrielle	Bordeaux , Poitiers, Limoges	
	Département risques chroniques	Bordeaux , Poitiers, Limoges	
	Département énergie, sol, sous-sol	Limoges , Bordeaux, Poitiers	
Service risques naturels et hydrauliques <u>Bordeaux</u>	Département risques naturels	Poitiers	Présence d'agents à La Rochelle, Limoges et Bordeaux
	Département hydrométrie et prévisions des crues Vienne Charente Atlantique	Poitiers , La Rochelle, Limoges	
	Département hydrométrie et prévisions des crues Gironde Adour Dordogne	Bordeaux , Bayonne, Mont-de-Marsan, Pau, Périgueux	
	Département ouvrages hydrauliques	Limoges , Bordeaux	

Service déplacements, infrastructures, transports <u>Poitiers</u>	Département administratif et financier	Poitiers	
	Département transports routiers et véhicules	Poitiers, Bordeaux, Limoges et autres localisations infra régionales**	Département transports routiers et véhicules piloté provisoirement depuis Bordeaux
	Département mobilité, infrastructures ferroviaires	Bordeaux	-Présence d'un département mobilité, infrastructures ferroviaires et investissements sur routes nationales à Limoges - Département mobilité et infrastructures ferroviaires piloté provisoirement depuis Poitiers avec présence d'agents à Bordeaux
	Département investissements sur routes nationales de Poitiers	Poitiers	
	Département investissements sur routes nationales de Bordeaux	Bordeaux	
Service patrimoine naturel <u>Poitiers</u>	Département appui support et transversalités	Poitiers	Localisation provisoire à Bordeaux avec agents à Poitiers et Limoges
	Département eau et ressources minérales	Bordeaux, Poitiers, Limoges	
	Département biodiversité, espèces et connaissance	Poitiers, Bordeaux, Limoges	Localisation provisoire à Bordeaux avec agents à Poitiers et Limoges
	Département biodiversité, continuité et espaces naturels	Poitiers, Bordeaux, Limoges	
Service aménagement, habitat et construction <u>Poitiers</u>	Département aménagement et paysage	Limoges, Bordeaux, Poitiers, Pau	
	Pôle foncier	Poitiers	présence d'agents à Bordeaux
	Département habitat	Bordeaux	présence d'agents à Limoges et Poitiers
	Département construction	Limoges, Bordeaux, Poitiers	
Mission Gouvernance Performance Innovation <u>Poitiers</u>	Pôle management stratégique et qualité	Poitiers	Présence d'agents à Bordeaux. Localisation provisoire du pôle à Bordeaux.
	Pôle RBOP délégué	Poitiers	Présence d'agents à Bordeaux
	Pôle gouvernance et GPEEC régionales	Poitiers	Présence d'agents à Bordeaux
	Pôle service social régional	Poitiers, Bordeaux et autres localisations infra-régionales***	
Mission Développement Durable <u>Limoges</u>	Pôle sensibilisation et gouvernance	Limoges	Présence d'agents à Poitiers
	Pôle économie durable	Limoges	
Mission Connaissance et	Pôle information géographique	Limoges, Bordeaux, Poitiers	

Analyse des Territoires Limoges	Pôle observation, études et statistiques	Limoges	Présence d'agents à Bordeaux et Poitiers
Mission Évaluation Environnementale Bordeaux	Pôle plans, schémas, programmes	Bordeaux	Présence d'un pôle à Poitiers
	Pôle projets	Bordeaux	
Mission Mer et Littoral Bordeaux			
Mission Changement climatique - Transition Énergétique Bordeaux	Pôle politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique	Bordeaux	
	Pôle projets territoriaux énergie-climat	Bordeaux	
	Pôle acteurs économiques à énergie positive	Bordeaux	

* Sur décision du directeur et pour des situations exceptionnelles d'agents, les dispositions transitoires de localisation peuvent être prolongées au-delà du 31/12/2018 sans excéder le 31/12/2020.

** Bordeaux, Périgueux, Agen, Bayonne, Pau, Mont-de-Marsan, Angoulême, La Rochelle, Niort, Poitiers, Limoges

*** Limoges, Guéret, Poitiers, La Rochelle, Saintes, Niort, Angoulême, Bordeaux, Agen, Pau, Mont-de-Marsan.

1-b Ressort des unités départementales

Unité départementale ou inter-départementale	Compétences mises en œuvre	Ressort d'exercice des compétences
Charente-Maritime - Deux-Sèvres	Missions environnement industriel Missions contrôle véhicules	Charente-Maritime, Deux-Sèvres
Charente - Vienne	Missions environnement industriel Missions contrôle véhicules	Charente, Vienne
Haute-Vienne	Missions environnement industriel	Haute-Vienne
Creuse	Missions environnement industriel	Creuse
Corrèze	Missions environnement industriel Missions contrôle véhicules	Corrèze
Gironde	Missions environnement industriel Missions contrôle véhicules	Gironde
Landes	Missions environnement industriel	Landes
Lot-et-Garonne	Missions environnement industriel Missions contrôle véhicules	Lot-et-Garonne contrôles véhicules pour la Dordogne
Dordogne	Missions environnement industriel	Dordogne
Pyrénées-Atlantiques	Missions environnement industriel Missions contrôle véhicules	Pyrénées-Atlantiques contrôles véhicules pour les Landes